

[Text]

hours. People in Baddeck who work in Sydney do not get home at 5:15 p.m. Some fishermen work perhaps 16-hour days. The moment we consider day care we have to take those things into consideration and forget the concept of people working from nine to five. This issue is emerging through the back door, so to speak.

I think the most eloquent spokesman on the native question, particularly, the Micmac Indians, is Marie Batiste. She holds a Ph.D. from Berkeley and is a principal at an elementary school on Chapel Island, Cape Breton. The school runs its entire program in Micmac. They use a portable classroom and Marie tries to ensure that there is a preschool program for children on the Chapel Island reserve. They have chosen to use regular federal funding rather than provincial moneys. They have sent people from the reserve to training programs in Nova Scotia so that they, in fact, probably meet our provincial standards, however modestly. I know that a couple of years ago there was a training program for a group of Micmac women.

Two other reserves have what they call preschool programs rather than day care programs. I think the difficulty is that children are still going home at noon and, perhaps, returning to the classroom for the afternoon.

These are the kinds of programs that would easily expand to all-day programs if people perceived the need to include lunch-time child care. If there were more employment on the reserves that might be a reason to accomplish that.

You asked about the political commitment. Our minister and deputy minister are vocally, not happy with the package. We are not happy with the package and we think that most of our concerns could be answered with more money. Our deputy minister knows all the details of the CAP and he is really concerned about the implications of losing the open-endedness of the system.

Senator Marsden: Would you expand on your comments regarding CAP found on page 5 of your brief? I understand the problem of capping the total funding, but have you any other concerns about the removal of child care from CAP, and overall, given what this proposed program offers compared to what you now have available under CAP, which do you prefer?

Ms. Irwin: CAP. Excuse me for being so hasty, but there is no question about that. CAP should be replaced someday, but this is not the proper replacement mechanism. Our province is not near the ceilings; it is not near the CAP national ceilings either for family income or Nova Scotia's share of subsidized moneys. Our participation rate—and that is why the sunset or catch-up money is there—is far less than that of Ontario, where many people are more likely to see that they are close to bumping the limits of the proposed system.

[Traduction]

des horaires souples. Les gens qui habitent Baddeck et qui travaillent à Sydney ne rentrent pas chez eux avant 17 h 15. Il y a des pêcheurs qui travaillent 16 heures par jour. Lorsqu'on pense mettre sur pied des services de garderie, il faut tenir compte de ces faits et abandonner l'idée que les gens travaillent de 9 à 5. Ce problème réapparaîtra de façon indirecte, me semble-t-il.

Je pense que la personne la mieux placée pour se faire le porte-parole des autochtones, en particulier des Indiens Mic-Mac, est Marie Batiste. Elle a un doctorat de Berkeley et elle est directrice d'une école primaire située sur l'île Chapel au Cap Breton. Tous les cours de l'école sont donnés en micmac. Ils utilisent une classe portative et Marie essaye de faire en sorte qu'il y ait un programme pour les enfants d'âge pré-scolaire sur la réserve de l'île Chapel. Ils ont décidé d'avoir recours au financement fédéral ordinaire et non aux subventions provinciales. Ils ont envoyé des personnes de la réserve suivre des programmes de formation en Nouvelle-Écosse de sorte qu'ils se conforment probablement aux normes provinciales, quelque modestes puissent-elles être. Je sais qu'il y a quelques années il existait un programme de formation auquel participait un groupe de femmes MicMac.

Deux autres réserves offrent ce qu'ils appellent un programme pour les pré-scolaires au lieu de programmes de garderie. Le problème dans ce cas est que les enfants retournent chez eux pour le repas de midi et retournent ensuite en classe l'après-midi.

Ce genre de programme serait facile à transformer en programme complet de jour si l'on percevait le besoin d'offrir un service de repas aux enfants. S'il y avait plus d'emplois sur les réserves, on serait sans doute amené à mettre sur pied ce genre de programme.

Vous m'avez posé une question sur la volonté politique. Notre ministre et notre sous-ministre n'aiment pas beaucoup ce projet, ce qu'ils ont d'ailleurs clairement fait savoir. Nous n'aimons pas ce projet et nous pensons que la plupart de nos problèmes pourraient être réglés en augmentant les subventions. Notre sous-ministre connaît tous les détails du RAPC et est vraiment inquiet des conséquences qui pourraient découler de l'abandon d'un système non plafonné.

Le sénateur Marsden: Pourriez-vous expliquer vos commentaires concernant le RAPC que l'on trouve à la page 5 de votre mémoire? Je comprends le problème que soulève un financement global plafonné mais que pensez-vous du retrait des soins de garde d'enfants du RAPC et, d'une façon générale, compte tenu de ce que le projet vous offre comparé à ce dont vous disposez à l'heure actuelle dans le cadre du RAPC, que préférez-vous?

Mme Irwin: Le RAPC. Je vous ai répondu sans hésiter parce que la réponse me paraît évidente. Il faudra abandonner le RAPC à un moment donné mais ce n'est pas par ce genre de projet qu'il faut le remplacer. Notre province est loin d'avoir atteint les plafonds; elle est loin des plafonds nationaux du RAPC que ce soit pour le revenu familial ou les subventions auxquelles a droit la Nouvelle-Écosse. Notre taux de participation — et c'est pour cette raison qu'on a introduit une clause de temporisation et des fonds de rattrapage — est bien infé-